

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 1073

[2007/200721]

15 FEVRIER 2007. — Décret relatif à l'identification des conjoints aidants en agriculture (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Aux fins du présent décret, on entend par :

1° "activité agricole" : la production, l'élevage ou la culture de produits agricoles, y compris la récolte, la traite, l'élevage et la détention d'animaux à des fins agricoles, ou le maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales;

2° "unité de production" : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires au producteur en vue de l'exercice d'une ou de plusieurs activités agricoles;

3° "exploitation" : l'ensemble des unités de production, situées sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même producteur;

4° "producteur" : la personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation quelles que soient les spéculations agricoles;

5° "exploitant agricole" : la personne physique ou chaque membre du groupement de personnes physiques pris isolément qui exerce une activité agricole et qui gère seul ou en commun avec les autres membres du groupement une exploitation;

6° "conjoint aidant" : la personne physique affiliée à une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants comme indépendant en qualité de conjoint aidant au sens de l'article 7bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, remplacé par l'article 42 de la loi-programme du 8 avril 2003, en qualité d'agriculteur et qui exerce une activité agricole dans la même exploitation que son conjoint ou partenaire cohabitant légal;

7° "administration" : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Toute personne qui, dans une exploitation gérée exclusivement par une ou plusieurs personnes physiques, bénéficie, au sens du présent décret, du statut de conjoint aidant est réputée être l'un des exploitants agricoles de l'exploitation et, de ce fait, être l'un des gestionnaires de cette exploitation.

Toutefois, le présent décret n'est pas d'application si le conjoint aidant gère une autre exploitation.

Art. 3. § 1^{er}. Lorsque l'existence d'un conjoint aidant, dont l'administration prend connaissance, n'est pas reprise dans les données d'identification du producteur, l'administration en informe les personnes concernées et sollicite leur accord pour une modification éventuelle de l'identification du producteur.

En cas d'acceptation signée par les deux conjoints ou partenaires cohabitants légaux, la modification est opérée.

En cas de refus simultané des deux conjoints ou partenaires cohabitants légaux ou en cas de refus d'un seul des deux, l'administration ne procède à aucune modification.

Si l'administration n'obtient aucune réponse à cette sollicitation, elle sollicite à nouveau l'accord des personnes considérées et leur donne un délai de trente jours pour la réponse. En l'absence de réponse dans ce délai, la modification est opérée d'office.

Si l'administration obtient l'acceptation d'un seul des conjoints ou partenaires cohabitants légaux concernés mais n'obtient pas la réponse de l'autre, elle sollicite à nouveau leur accord et leur donne un délai de trente jours pour la réponse. En l'absence de réponse dans ce délai, la modification est opérée d'office.

§ 2. Lorsque l'identification d'un conjoint aidant n'est pas reprise dans l'identification du producteur, la demande de modification peut également émaner spontanément du producteur lui-même à l'aide d'un formulaire de déclaration disponible auprès de l'administration.

§ 3. La modification ne peut être admise que si elle consiste, vis-à-vis de l'administration, en une opération neutre qui ne confère au producteur concerné ni plus ni moins de droits ou d'obligations qu'auparavant.

§ 4. L'identification d'un conjoint aidant n'implique pas la reprise ou le transfert de l'exploitation et les conditions y relatives.

Art. 4. Lorsque la modification d'identification a été opérée, tous les exploitants agricoles ainsi identifiés sont gestionnaires en commun de leur exploitation et titulaires indivis des attributions administratives dont bénéficie le producteur.

La perte de la qualité de conjoint aidant n'a pas d'incidence automatique sur cette identification modifiée, sans l'accord de tous les exploitants agricoles concernés.

L'opération de modification visée à l'article 3 a un caractère irréversible. Tout nouveau mouvement est considéré comme une reprise ou un transfert d'exploitation.

Art. 5. Que l'identification résulte de l'opération de modification visée à l'article 3 ou non, chaque exploitant agricole indivisaire d'un groupement de personnes physiques ne peut effectuer seul que des actes conservatoires ou d'administration provisoire qui ne nuisent pas aux autres exploitants agricoles indivisaires.

Pour toute exploitation gérée par un producteur groupement de personnes physiques, conjointes entre elles ou non, la signature de tous les exploitants agricoles est nécessaire pour valider tout acte de gestion ayant un caractère permanent ainsi que tout acte autre que ceux visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 15 février 2007

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO
Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE
Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN
La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD
La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET
Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT
La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE
Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*
Documents du Parlement wallon 526 (2006-2007) N^{os} 1 et 2.
Compte rendu intégral, séance publique du 14 février 2007.
Discussion - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1073

[2007/200721]

15. FEBRUAR 2007 — Dekret über die Identifizierung der mithelfenden Ehepartner in der Landwirtschaft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten als:

1° "landwirtschaftliche Tätigkeit": die Erzeugung, die Zucht oder der Anbau von landwirtschaftlichen Erzeugnissen, einschließlich der Ernte, des Melkens, der Zucht und der Haltung von Tieren zu landwirtschaftlichen Zwecken oder die Erhaltung von Ländereien in gutem landwirtschaftlichem und ökologischem Zustand;

2° "Produktionseinheit": alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, die der Erzeuger für die Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit benötigt;

3° "Betrieb": alle Produktionseinheiten, die auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen sind und die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden;

4° "Erzeuger": die natürliche oder juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Personenkategorien, die autonom, zu ihren Gunsten und für ihre Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb verwaltet, ungeachtet um welche landwirtschaftlichen Produktionen es sich handelt;

5° "landwirtschaftlicher Betriebsinhaber": die natürliche Person oder jedes einzeln berücksichtigte Mitglied des Zusammenschlusses von natürlichen Personen, die bzw. das eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt und allein oder zusammen mit den anderen Mitgliedern des Zusammenschlusses einen Betrieb verwaltet;

6° "mithelfender Ehepartner": die natürliche Person, die einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige als Selbstständiger in der Eigenschaft eines mithelfenden Ehepartners im Sinne von Artikel 7, § 1 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen, ersetzt durch Artikel 42 des Programmgesetzes vom 8. April 2003, als Landwirt angeschlossen ist und die eine landwirtschaftliche Tätigkeit in demselben Betrieb wie ihr Ehepartner oder ihr gesetzlich zusammenwohnender Partner ausübt;

7° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Jede Person, die in einem ausschließlich durch eine oder mehrere natürliche Personen verwalteten Betrieb die Rechtsstellung eines mithelfenden Ehepartners im Sinne des vorliegenden Dekrets genießt, wird als einer der landwirtschaftlichen Betriebsinhaber und infolgedessen als einer der Verwalter dieses Betriebs betrachtet.

Das vorliegende Dekret ist jedoch nicht anwendbar, wenn der mithelfende Ehepartner einen anderen Betrieb verwaltet.

Art. 3 - § 1. Wenn die Existenz eines mithelfenden Ehepartners, die die Verwaltung zur Kenntnis nimmt, nicht in den Identifizierungsangaben des Erzeugers angeführt ist, informiert die Verwaltung die betroffenen Personen darüber und ersucht ihre Zustimmung für eine eventuelle Abänderung der Identifizierung des Erzeugers.

Im Falle einer durch die beiden Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner unterzeichneten Annahme, wird die Abänderung vorgenommen.

Im Fall einer gleichzeitigen Ablehnung der beiden Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner oder im Fall einer Ablehnung durch einen einzigen von ihnen nimmt die Verwaltung keine Abänderung vor.

Wenn die Verwaltung keine Antwort auf dieses Ersuchen erhält, ersucht sie erneut die Zustimmung der betroffenen Personen und erteilt ihnen eine Frist von dreißig Tagen um ihre Antwort zu übermitteln. In Ermangelung einer Antwort innerhalb dieser Frist wird die Abänderung von Amts wegen vorgenommen.

Wenn die Verwaltung zwar die Zustimmung von einem einzigen der Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, nicht aber die Antwort des anderen erhält, ersucht sie erneut ihre Zustimmung und gibt ihnen eine Frist von dreißig Tagen, um ihre Antwort zu übermitteln. In Ermangelung einer Antwort innerhalb dieser Frist wird die Abänderung von Amts wegen vorgenommen.

§ 2. Wenn die Identifizierung eines mithelfenden Ehepartners nicht in der Identifizierung des Erzeugers angeführt ist, kann der Antrag auf Abänderung ebenfalls mit Hilfe eines bei der Verwaltung verfügbaren Erklärungsformulars spontan vom Erzeuger selbst vorgenommen werden.

§ 3. Die Abänderung kann nur zugelassen werden, wenn sie entgegen der Verwaltung in einer neutralen Maßnahme besteht, die dem betroffenen Erzeuger nicht mehr und nicht weniger Rechte oder Verpflichtungen als früher erteilt.

§ 4. Die Identifizierung eines mithelfenden Ehepartners setzt die Übernahme oder die Übertragung des Betriebs und die damit verbundenen Bedingungen nicht voraus.

Art. 4 - Wenn die Abänderung der Identifizierung durchgeführt worden ist, sind die gesamten so identifizierten landwirtschaftlichen Betriebsinhaber gemeinsame Verwalter ihres Betriebs und Mitinhaber der administrativen Befugnisse, über die der Erzeuger verfügt.

Der Verlust der Eigenschaft als mithelfender Ehepartner hat ohne die Zustimmung der gesamten betroffenen landwirtschaftlichen Betriebsinhaber keine automatische Auswirkung auf diese abgeänderte Identifizierung.

Die in Artikel 3 erwähnte Abänderungsmaßnahme ist nicht umkehrbar. Jede neue Bewegung wird als eine Übernahme oder eine Übertragung des Betriebs betrachtet.

Art. 5 - Ob die Identifizierung sich aus der in Artikel 3 erwähnten Abänderungsmaßnahme ergibt oder nicht, jeder landwirtschaftliche Mitbetriebsinhaber einer Gruppe von natürlichen Personen kann nur die Handlungen zur Erhaltung der Sache oder zur vorläufigen Verwaltung, die den anderen landwirtschaftlichen Mitbetriebsinhabern nicht schaden, durchführen.

Für jeden von einem Erzeuger geführten Betrieb, wobei dieser Erzeuger eine Gruppe von natürlichen Personen ist (ob miteinander verheiratet oder nicht), ist die Unterzeichnung der gesamten landwirtschaftlichen Betriebsinhaber notwendig, um jede Verwaltungsakte permanenter Art sowie jede Akte, die nicht in Absatz 1 erwähnt ist, zu validieren.

Art. 6 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Februar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 2006-2007.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 526 (2006-2007) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 14. Februar 2007.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1073

[2007/200721]

15 FEBRUARI 2007

Decreet betreffende de identificatie van de meewerkende echtgenoten in de landbouwsector (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering; bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "landbouwactiviteit" : het produceren, fokken of telen van landbouwproducten, m.i.v. het oogsten, het melken, het fokken en het houden van dieren voor landbouwdoeleinden, of het houden van de grond in goede landbouw- en milieuomstandigheden;

2° "productie-eenheid" : het geheel van de functioneel samenhangende productiemiddelen, met inbegrip van de gebouwen, opslaginfrastructuren, fokdieren en gronden, die de producent nodig heeft om één of meer landbouwactiviteiten uit te oefenen;

3° "bedrijf" : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het Belgische grondgebied en beheerd op autonome wijze door één en dezelfde producent;

4° "producent" : natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke en/of rechtspersonen die op autonome wijze, in eigen belang en voor eigen rekening een landbouwbedrijf runt, ongeacht de landbouwspeculaties;

5° "landbouwexploitant" : de natuurlijke persoon of elk afzonderlijk genomen lid van de groepering van natuurlijke personen die/dat een landbouwactiviteit uitoefent en, alleen of samen met de overige leden van de groepering, een bedrijf runt;

6° "meewerkende echtgenoot" : natuurlijke persoon die bij een sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers aangesloten is als zelfstandige in de hoedanigheid van meewerkende echtgenoot in de zin van artikel 7bis, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, vervangen door artikel 42 van de programma-wet van 8 april 2003, als landbouwer en die een landbouwactiviteit uitoefent in hetzelfde bedrijf als zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner;

7° "administratie" : de "Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne" (Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest).

Art. 2. Elke persoon die, in een bedrijf dat uitsluitend door één of meer natuurlijke personen gerund wordt, in de zin van dit decreet in aanmerking komt voor het statuut van meewerkende echtgenoot, wordt geacht één van de landbouwexploitanten van het bedrijf en, bijgevolg, één van de beheerders ervan te zijn.

Dit decreet is echter niet van toepassing als de meewerkende echtgenoot een ander bedrijf runt.

Art. 3. § 1. Als het bestaan van een meewerkende echtgenoot waarvan de administratie kennis neemt niet vermeld wordt in de identificatiegegevens van de producent, brengt de administratie betrokken personen daarvan op de hoogte en vraagt ze hun toestemming alvorens een eventuele wijziging in de identificatiegegevens van de producent aan te brengen.

De wijziging wordt doorgevoerd in geval van toestemming getekend door beide echtgenoten of wettelijk samenwonende partners.

In geval van gelijktijdige weigering van beide echtgenoten of wettelijk samenwonende partners of in geval van weigering van één van beiden, voert de administratie geen enkele wijziging door.

Als de administratie geen antwoord krijgt op dat verzoek, vraagt ze betrokken personen opnieuw om hun toestemming en geeft ze hen een termijn van dertig dagen om te antwoorden. Bij gebrek aan antwoord binnen die termijn wordt de wijziging ambtshalve doorgevoerd.

Als de administratie de toestemming krijgt van één van de echtgenoten of wettelijk samenwonende partners maar geen antwoord van de andere, verzoekt ze hen opnieuw om hun toestemming en geeft ze hen een termijn van dertig dagen om te antwoorden. Bij gebrek aan antwoord binnen die termijn wordt de wijziging ambtshalve doorgevoerd.

§ 2. Als de identificatie van een meewerkende echtgenoot niet voorkomt in de identificatiegegevens van de producent, kan de producent ook zelf spontaan om de wijziging verzoeken d.m.v. een aangifteformulier dat verkrijgbaar is bij de administratie.

§ 3. De wijziging kan slechts aanvaard worden als het voor de administratie gaat om een neutrale operatie die betrokken producent niet meer of niet minder rechten of verplichtingen verleent dan voorheen.

§ 4. De identificatie van een meewerkende echtgenoot slaat niet op de overname of de overdracht van het bedrijf en de desbetreffende voorwaarden.

Art. 4. Als de identificatiewijziging is doorgevoerd, zijn alle aldus geïdentificeerde landbouwexploitanten medebeheerder van hun bedrijf en medehouder van de administratieve bevoegdheden waarvoor de producent in aanmerking komt.

Zonder de instemming van alle betrokken landbouwexploitanten heeft het verlies van de hoedanigheid van meewerkende echtgenoot geen automatische weerslag op de gewijzigde identificatie.

De wijzigingsoperatie bedoeld in artikel 3 heeft een onomkeerbaar karakter. Elke nieuwe beweging wordt beschouwd als een bedrijfsovername of -overdracht.

Art. 5. Elke mede-landbouwexploitant van een groepering van natuurlijke personen mag alleen slechts daden van bewaring of van tijdelijk bestuur verrichten die de overige mede-landbouwexploitanten niet benadelen, ongeacht of de identificatie al dan niet voortvloeit uit de wijzigingsoperatie bedoeld in artikel 3.

Voor elk bedrijf gerund door een producent die een groepering is van natuurlijke personen, al dan niet echtgenoten van elkaar, is de ondertekening van alle landbouwexploitanten nodig voor de validatie van elke daad van beheer met een permanent karakter, alsook van elke andere daad dan die bedoeld in het eerste lid.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 februari 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE
De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*
Stukken van het Waals Parlement 526 (2006-2007) Nrs. 1 en 2.
Volledig verslag, openbare zitting van 14 februari 2007.
Bespreking - Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1074

[2007/200722]

**15 FEVRIER 2007. — Décret portant création de la société anonyme de droit public
"Société de rénovation et d'assainissement des sites industriels (SORASI)" (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est créé, sous la dénomination "Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels", en abrégé SORASI, ci-après dénommée "la société", une personne morale de droit public ayant pour objet l'assainissement, la rénovation et l'aménagement de sites à réaménager et de sites de réhabilitation paysagère et environnementale d'intérêt régional et de la conservation de la beauté des paysages, situés sur le territoire de la province de Liège.

Cette personne morale se substitue à la société anonyme du même nom, dont le siège social est situé rue du Vertbois 11, à 4000 Liège, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 435.532.572.

Art. 2. La société emprunte la forme de société anonyme. Hormis les dérogations résultant des dispositions du présent décret, elle est régie par le Code des sociétés.

Les modifications statutaires, en ce compris celles qui emportent dissolution de la société, sont adoptées par l'assemblée générale et soumises à l'approbation du Gouvernement.

Art. 3. La société peut avoir pour actionnaires :

1° la Région wallonne;

2° toute autre personne de droit public;

3° toute société dont le capital est détenu directement ou indirectement par la Région wallonne et/ou par toute autre personne de droit public à concurrence d'au moins 50 %;

4° toute autre personne de droit privé.

Les pouvoirs publics doivent avoir une participation majoritaire dans le capital de la société.

Quelle que soit la composition du capital, la majorité des mandats au conseil d'administration est attribuée à des candidats proposés par les actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} du présent article. Quatre administrateurs sont désignés sur proposition de la Région wallonne.

Le mandat de président du conseil d'administration ne peut être attribué qu'à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 4. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement, lequel s'exerce à l'intervention d'un commissaire qu'il désigne.

Le commissaire du Gouvernement participe avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Art. 5. Les recettes de la société sont les suivantes :

1° les recettes à provenir de son activité, notamment les revenus de son patrimoine;

2° le produit d'emprunts et de toutes opérations financières;

3° le montant des subventions, subsides, avances, prêts et autres avantages financiers qui lui seraient accordés par des pouvoirs et organismes publics.

Art. 6. La comptabilité de la société est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

Le revenu cadastral des biens de la société est exonéré du précompte immobilier, pour autant que ces biens soient improductifs par eux-mêmes.

Art. 7. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la société peut procéder en son nom et pour son compte à des expropriations pour cause d'utilité publique.

Outre les cas prévus par d'autres dispositions légales ou décrétales, ces expropriations peuvent porter sur des biens immobiliers compris dans le périmètre de sites d'activité à réaménager et de sites de réhabilitation paysagère et environnementale d'intérêt régional et de la conservation de la beauté des paysages, dans un périmètre de revitalisation urbaine ou dans un périmètre de rénovation urbaine.

Art. 8. Le lien entre la société et les membres de son personnel est de nature contractuelle.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 février 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD